

LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL (SNU)

ACTUALISATION – NOVEMBRE 2023

Les voilà encore à inventer des modalités pour **GÉNÉRALISER** le SNU, le rendre **OBLIGATOIRE** aux élèves mineur.es des classes de Seconde et de Première année de CAP !

Sans remonter jusqu'aux « promesses » du candidat Macron en 2017, cela fait déjà 4 années que le SNU est un fiasco. Les critiques dans la presse par des associations d'éducation populaire, syndicats d'éducation et jeunes « volontaires » sont nombreuses concernant les « séjours de cohésion » et sur les perspectives de généralisation à toute une génération de jeunes (800.000) : problèmes d'autoritarisme des personnels encadrant qui font subir punition collective et propos discriminant, problèmes logistiques de transport et de lieux d'encasernement des jeunes. La « Tournée Expérience SNU » du printemps dernier a été très perturbée, voire annulée, dans de nombreuses villes.

Mais rien n'arrête Macron & son gouvernement !

Voilà qu'il.les autorisent désormais, en plus du « volontariat individuel », un « engagement collectif » au sein d'une classe sur du temps scolaire : le label « **CLASSE & LYCÉE ENGAGÉ** » a pû être voté, ou pourrait être voté, par des Conseils d'Administration de lycées ! **1000€ à la clé et une « brique » du Pacte !** le tout financé par le budget de l'Éducation Nationale.

À ce jour, 900 classes, soit 20.000 élèves, s'y sont embarquées (source : *Figaro...*).

Un pré-décret de la DGESCO, daté du 16/11/2023, incite fortement le ministre G. Attal - rappelons-nous qu'il a été le premier promoteur du SNU de l'ère macronienne - à rendre **OBLIGATOIRE** une « séquence d'observation professionnelle », à savoir faire un stage de 2 semaines en juin pour tout élève de Seconde, ou alors un « séjour de cohésion » si c'est compliqué de trouver un patron pour faire ce stage ...

Pour 2024, leur objectif est de **80.000 jeunes** pour un financement de 160 millions d'euros.



L'entreprise de repoudrage militaire, de la caporalisation des corps et des esprits ne fonctionne pas ! Des obstacles majeurs demeurent : les conditions de nationalité et de minorité des jeunes recrues (#Convention des droits de l'Enfant, ratifiée en 1989) doivent être résolues par la loi.

Mobilisons-nous pour empêcher tout accord pour le label « Classe & Lycée engagé », pour discréditer l'obligation de la « séquence d'observation professionnelle » !

ET LOCALEMENT, DANS LE 44...

Depuis 2 ans, le Collectif Non au SNU s'informe des différentes étapes visant à l'instauration du SNU, et tente de comprendre la réalité du terrain dans le 44.

À la Turballe, l'association Léo Lagrange, des enseignant.es de l'Éducation nationale et des gradés retraités militaires organisent des sessions de « séjour de cohésion » pour des jeunes « volontaires » de la Région Pays-de-la-Loire au centre VVF *Les Plages* de Guérande.

Le rapport de la commission des affaires culturelles et de l'éducation « sur le projet de loi de finances pour 2024 », rédigé par le député Jean-Claude Raux (écologiste-Nupes) de la 6^e circonscription de Loire Atlantique, s'appuyant sur des échanges avec la rectrice Katia Béguin, critique le SNU sur différents aspects : « *cap incertain* », « *résultat mitigé* », « *condition de travail difficile* », « *équipes encadrantes insuffisamment formées à l'accueil de la libération de la parole* », « *difficultés logistiques importantes* », « *objectifs pas tous atteints* », « *incidents inquiétants* », « *dangers de la généralisation* », « *paradoxe d'un engagement obligatoire* », « *problème démocratique* », « *politique avant tout symbolique* » !

Cela a été aussi de porter une réflexion globale sur l'ingérence de l'Armée et de la police à l'école...

Nous recherchons donc des infos concernant les élèves scolarisé.es dans les établissements de Saint-Nazaire : Aristide Briand, Brossaud-Blancho, Heinleix, Norange.
Des témoignages : balancetonsnu@mailo.com

Au niveau national, le Collectif SNU - Leo Lagrange, VVF, UCPA, UFCV, PEP - accompagne la mise en oeuvre du SNU en mettant à disposition ses « 160 centres d'hébergement et {...} milliers d'animateurs expérimentés ». Pour les contrer, une déclaration commune des organisations membres des Collectifs Non au SNU et Jeunesses Citoyenneté Émancipation exige l'abandon et l'abrogation du SNU (5/06/2023).



Guerres, paix... que souhaitons-nous pour une jeunesse qui vit, s'angoisse mais aussi s'engage dans des formes de lutte diverses ?

N'oublions pas que cela s'inscrit dans un contexte où le budget des Armées va grossir de +413 milliards d'euros sur 7 ans, et demeure le second budget après celui de l'Éducation Nationale, où la France est le troisième pays vendeur d'armes, où s'affirme la collusion du nucléaire civil et militaire depuis les années 50 ...

ENTERRONS LA RÉFORME ET LA PROMESSE DU CANDIDAT MACRON !

REFUSONS LE SILENCE DANS LES RANGS